

Titre : Participation aux groupes d'épargne et de crédit, effort de cotisation et performances commerciales des micro-entreprises agroalimentaires dans la province du Haut Ogooué, Gabon

Résumé

L'accès au crédit des micro-entrepreneurs est limité dans les pays en développement, notamment au Gabon. En réponse, certains participent à des groupes d'épargne et de crédit (GEC). Trouver les déterminants de cette participation, mesurer son effet sur la performance commerciale des micro-entreprises et analyser l'effort de cotisation sont les objectifs de cette recherche. Ainsi, des interviews de 241 micro-entrepreneurs du secteur agroalimentaire ont été faites. Le profil sociodémographique, le chiffre d'affaires mensuel, les caractéristiques des GEC ont été renseignés. Un modèle de régression logistique a été utilisé. L'effet de la participation aux GEC sur la performance des micro-entreprises a été déterminé en comparant les chiffres d'affaires mensuels. Les disparités concernant l'effort de cotisation ont été mesurées par l'indice de Gini. Comme résultats, ces micro-entrepreneurs sont des femmes (72,6%) de 43 ans en moyenne, leurs activités sont intégrées aux marchés urbains (90,2%). 34% de ces acteurs participent aux GEC, leurs entreprises font un chiffre d'affaires mensuel moyen 2,3 fois supérieur à celui des non-adhérents. Un membre cotise en moyenne 37 158 FCFA/mois (56,6 euros). Une expérience professionnelle de plus de 15ans, l'intégration au marché et des ventes élevées encouragent la participation aux GEC. Inversement, être un homme, travailler comme productrice de chikwangue réduit la participation. L'effort de cotisation des 24 micro-entrepreneurs les plus performants est de 0,03 contre 0,23 sur 1 pour les autres. Cela s'explique notamment par des variables non monétaires comme le risque de défaut et l'attachement aux biens de positions.

Mots-clés : Micro-entreprise alimentaire ; Groupe d'épargne et de crédit ; Chiffre d'affaires ; Effort de cotisation ; Gabon

Abstract

Access to credit for micro-entrepreneurs is limited in developing countries, particularly in Gabon. In response, some participate in savings and loan groups (SLG). The objectives of this research are to find the determinants of this participation, measure its effect on the commercial performance of micro-enterprises and analyse the contribution effort. Thus, interviews with 241 micro-entrepreneurs in the agri-food sector were conducted. The socio-demographic profile, the monthly total sales and the characteristics of the SLG were filled in. A logistic regression model was used. The effect of participation in SLG on the performance of micro-enterprises was determined by comparing monthly total sales. Disparities in contribution effort were measured by the Gini index. As a result, these micro-entrepreneurs are women (72.6%) with an average age of 43, and their activities are integrated into urban markets (90.2%). 34% of these actors participate in SLG, their companies have an average monthly total sales 2.3 times higher than that of non-members. A member contributes an average of 37,158 FCFA/month (56.6 euros). More than 15 years of professional experience, market integration and high sales encourage participation in SLG. Conversely, being a man, working as a chikwangue producer, reduces participation. The contribution effort of the 24 best-performing micro-entrepreneurs is 0.03 compared to 0.23 out of 1 for the others. This is due in part to non-monetary variables such as the risk of default and the attachment to position goods.

Keywords: Food micro-enterprise; Savings & Loan Group; Total sales; Contribution effort; Gabon

1. Introduction

Le système financier est peu performant dans certains pays en développement, notamment au Gabon. Afin de financer leurs investissements et leurs besoins de consommations, les acteurs économiques tentent de contourner cette défaillance en participant à des groupes d'épargne et de crédit (GEC). Il en existe plusieurs formes, la plus répandue étant une épargne collective dans laquelle les participants reçoivent de façon alternée la somme cotisée par l'ensemble des membres. Ils sont connus en anglais sous l'acronyme Roscas (Bonan et al., 2019; Ryu & Suzuki, 2021). En Afrique francophone le terme consacré est tontine. Via un pot commun chacun verse un montant fixe, à intervalle régulier. Lors d'une réunion, un des membres empoche l'ensemble du pot. Ce dernier continue de verser sa cotisation mais il ne peut plus prétendre au montant de l'épargne, jusqu'à ce que tous l'aient reçu et le cycle de rotation recommence (Ademola et al., 2020; Bonan et al., 2019). Ce moyen d'accès au crédit a beaucoup été étudié en Asie et en Afrique (Zambrano et al., 2023). Ces travaux montrent que, pour ses membres, les tontines jouent plusieurs rôles. Le plus rapporté étant qu'elles incitent les personnes concernées à épargner ou à une auto-discipline financière. Cette épargne est ensuite convertie en investissements souvent décisifs pour le futur des ménages, notamment dans l'acquisition de biens durables (Abaho et al., 2022). Les Roscas renforcent aussi le capital social grâce aux réseaux qui se créent entre les participants. Cet aspect est déterminant pour certains groupes de personnes comme des migrants (Ademola et al., 2020; Zambrano et al., 2023). Plus que les autres secteurs, l'agroalimentaire fait face à d'importantes contraintes concernant l'accès au crédit. Car il présente plus de risques. En effet, une partie importante des activités du secteur agroalimentaire se déroule en milieu rural et les sommes engagées sont relativement faibles. Dans ces conditions, l'accès aux services financiers est plus difficile (Abraham, 2018). Pour de tels acteurs, les tontines sont souvent les seules occasions pour mobiliser les sommes nécessaires à leurs projets. Cette participation a du bon, car la recherche montre que les petits acteurs du secteur agricole qui participent à des GEC ont accès à de meilleurs facteurs de productions et ils dépensent proportionnellement plus pour

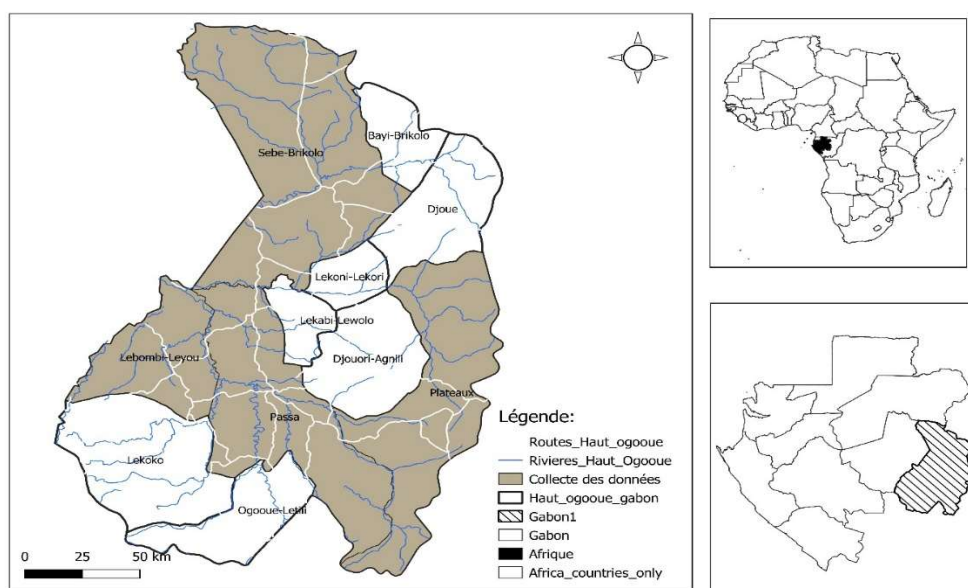
des intrants agricoles de meilleure qualité (Abraham, 2018; Bukuwa, 2022). Abraham, (2018) et Falola et al., (2022) indiquent que l'accès aux services financiers contribue au développement rural. Ils permettent d'augmenter les revenus à travers des investissements plus productifs, facilitent des investissements dans la santé, l'éducation et réduisent la vulnérabilité des pauvres. Karlan et al., (2017) ont mis en évidence que les GEC améliorent les performances des activités sources de revenus des ménages membres et renforcent l'autonomisation des femmes.

La participation à une tontine, au premier abord très démocratique, n'est pas accessible à tous et les raisons d'y recourir sont diverses (Shoaib & Siddiqui, 2020). Ademola et al., (2020), ont montré que le niveau d'instruction, le revenu et l'attitude des membres influencent la participation. Il existe des éléments de sélection des personnes devant faire partie des GEC (Ademola et al., 2020; Shoaib & Siddiqui, 2020). Pour les agriculteurs, les facteurs qui favorisent la participation sont notamment l'âge, la taille de l'exploitation et leurs revenus. Des auteurs soulignent que les femmes sont majoritaires dans les GEC car la finance formelle leur est encore moins accessible. Ils ajoutent que les GEC renforcent leurs réseaux relationnels qui sont moins étendu, faute notamment de mobilité suffisante (Fall & Jacquemot, 2023; Gueye et al., 2023; Scheiterle & Birner, 2023). L'objectif principale de cette étude est d'analyser l'incidence des GEC sur les performances des micro-entreprises agroalimentaires. Poursuivant l'investigation, l'effort de cotisation des micro-entrepreneurs dans les GEC est questionnés en lien avec les caractéristiques des GEC, des individus et des inégalités sous-jacentes. Les questions de recherche sont (i) Quels sont les déterminants de la participation aux GEC pour les micro-entrepreneurs agroalimentaires du Haut Ogooué, au Gabon ? (ii) Quel est l'effet des GEC sur les performances commerciales des micro-entreprises? (iii) Quel est l'effort de cotisation des micro-entrepreneurs dans les GEC ?

2. Méthodologie

2.1. Zone d'étude

Cette étude a été menée dans la province du Haut Ogooué (HO) au Sud-est du Gabon, un pays d'Afrique centrale à cheval sur l'équateur. Cette province située à près de 600km de la capitale Libreville a été choisie car elle est la zone d'origine du bâton de chikwangue Téké. C'est un produit alimentaire typique très apprécié au niveau local et dans l'ensemble du pays. Ce produit donne du travail et des revenus à de nombreuses personnes dont une majorité de femmes, lesquelles participent pour beaucoup à des GEC. Par ailleurs cette localité est un pôle économique important au Gabon grâce à l'exploitation depuis plusieurs décennies du manganèse et du bois. La figure 1 permet de localiser la zone d'étude.



Source : Auteur

Figure 1. Localisation de la zone d'étude dans la province du Haut Ogooué au Gabon et du Gabon en Afrique

2.2. Différences entre effort de cotisation et taux d'épargne

L'effort de cotisation peut être défini comme la proportion du revenu tiré de l'activité principale volontairement versée dans un ou plusieurs pots communs de GEC. Il est à différencier du taux

d'épargne qui représente la proportion du revenu total épargné. Pour un agent économique qui a une seule source de revenu, l'effort de cotisation est équivalent au taux d'épargne, exception faite de la thésaurisation. Les GEC étant souvent adossés à une activité que les membres ont en commun, il est pertinent de connaître l'effort de cotisation de chacun. Ce paramètre véhicule des informations sur les besoins de consommation immédiats et la volonté du cotisant de se projeter dans un futur plus ou moins proche. L'effort de cotisation est compris entre 0 et 1. Une valeur inférieure à 0,1 implique un faible effort de cotisation. Soit parce que les revenus sont insuffisants par rapport aux dépenses de consommation immédiats, ou qu'il existe un frein volontaire à cotiser des sommes plus importantes. Surement à cause d'une aversion au risque provenant de la défaillance d'un ou plusieurs membres du GEC (López-Sánchez et al., 2022). Enfin, il est possible que ce faible effort de cotisation s'explique par le fait que l'épargnant a intégré le circuit financier formel. A contrario, des valeurs supérieures à 0,3 constituent un effort d'épargne élevé qui laisse supposer la volonté d'acquérir un bien ou service durable lequel serait soit onéreux ou durable. Ou que les sommes cotisées ont une origine différente. Ainsi, la majorité des participants à des GEC devraient avoir un effort de cotisation compris entre 0,1 et 0,3. L'effort de cotisation est sans doute lié au chiffre d'affaires réalisé et à toutes variables qui concourent à des ventes plus importantes. Il est aussi lié, à la volonté d'investissement futur et aux possibilités d'être admis dans la finance formelle, notamment son accessibilité physique (Abraham, 2018; Bukuwa, 2022). Des aspects sociodémographiques propres aux membres des GEC influencent aussi l'effort de cotisation. Pour des acteurs informels qui n'ont pas de compte d'épargne, l'amplitude de leur épargne peut être estimée à travers l'effort de cotisation (Ryu & Suzuki, 2021) .

2.4. Echantillonnage et collecte des données

Le choix des enquêtés s'est fait dans les quatre localités retenues pour cette étude et toutes les activités devaient être représentées par au moins 30 acteurs. Cette recherche a été menée avec 30 agriculteurs, 128 productrices de bâtons de manioc, 21 gérants de moulins à manioc, 3 transporteurs-collecteurs de pâte de manioc et 59 restaurateurs. Ces acteurs ont été

rencontrés dans les quatre départements de la province du HO, soit 107 dans la Passa (Franceville), 35 dans les plateaux Batékés (Léconi), 57 dans la Lébombi-Léyou (Moanda) et 42 dans la Sébé-Brikolo (Okondja). La collecte des données avec un questionnaire semi-structuré en face-à-face. Le questionnaire a renseigné les caractéristiques sociodémographiques, les aspects financiers de leurs micro-entreprises, et ceux liés à leur participation dans les GEC. Ils ont aussi été interrogés sur les autres activités rémunérées exercées. Les aspects financiers ont été le chiffre d'affaires mensuel et la somme cotisée par mois dans les GEC.

2.5. Analyses statistiques des données

Les données collectées ont été régulièrement traitées et encodées dans le tableur Excel. Ensuite, le fichier des données a été transféré sur le logiciel de statistique R studio version 4.2.1. A la suite de l'étude des statistiques descriptives (moyenne, pourcentage, écart-type..), les analyses suivantes ont été réalisées : (i) Test de Student : pour comparer les moyennes des variables quantitatives, (ii) Le modèle de régression logistique multivarié probit, pour rechercher les déterminants de la participation aux GEC est :

Participation à un GEC = $\beta_0 + \beta_1(\text{sexe}) + \beta_2(\text{expérience professionnelle}) + \beta_3(\text{Activité dans l'agroalimentaire}) + \beta_4(\text{Activité hors agroalimentaire}) + \beta_5(\text{Chiffre d'affaires mensuel}) + \beta_6(\text{Intégré au marché}) + \varepsilon$

Le calcul des indices de Gini des différents groupes comparés a été fait dans le logiciel RStudio grâce au package « ineq : : ». La théorie sur l'indice de Gini employée dans ce travail est bien expliquée par (López-Feldman, 2006). La population de calcul de ces inégalités a été regrouper en trois groupes qui équivalent à trois niveaux d'hétérogénéité. Niveau un, tous ceux qui participent aux GEC. Niveau deux, toutes les productrices des bâtons de chikwangue qui participent aux GEC. Niveau trois, toutes les productrices de bâtons de chikwangue participant aux GEC et qui vivent dans le département de la Passa.

3. Résultats

3.1. Description détaillée de l'échantillon de micro-entrepreneurs agroalimentaires

Le tableau 1 présente les caractéristiques sociodémographiques, professionnelles et de participation aux GEC de l'échantillon de micro-entrepreneurs étudié dans cette recherche.

Tableau 1. Caractéristiques sociodémographiques, professionnelles et de la participation aux GEC de l'échantillon de micro-entrepreneurs étudié.

Variable		Tous (n=241)	Agriculteurs (n=30)	Producteurs de bâtons de manioc (n=128)	Gérants de moulin à manioc (n=21)	Importateur de pâte de manioc (n=3)	Restaurateurs de rue (n=59)
Sexe, Femme (%)		175(72,6)	24(80)	128(100)	12(57,1)	0	11(18,6)
Age (moyen)		42,9±10,5	52,0±10,6	42,1±9,6	45,5±10	51±8,7	38,4±9,4
Situation matrimoniale (%)	En couple	188(78,3)	23(76,7)	89(69,5)	19(90,5)	3(100)	54(91,3)
	Célibataire	46(19,2)	6(20)	34(26,6)	1(4,8)	0	5(8,5)
	Veuve ou veuf	6(2,5)	1(3,3)	5(3,9)	0	0	0
Taille du ménage		5,9±2,5	5,8±2,0	6,1±2,9	6,1±2,8	5,7±1,8	5,2±1,8
Nationalité, Gabonais (%)		161(88,5)	26(86,7)	115(89,8)	18(85,7)	2(66,8)	19(32,2)
Lecture, oui (%)		203(85,6)	28(93,3)	120(93,7)	18(85,7)	2(66,7)	35(59,3)
Chef de ménage, femme (%)		51(21,2)	7(23,3)	39(30,5)	1(4,8)	0	4(6,8)
Expérience dans l'activité, plus de 15ans (%)		78(32,4)	14(46,7)	58(45,3)	1(4,8)	0(0)	5(8,5)
Autres sources de revenus (%)	Aucune	156(64,7)	25(83,3)	110(85,9)	19(90,5)	2(66,7)	0
	Fonctionnaire	8(3,3)	1(3,3)	6(4,7)	0	1(33,3)	0
	Commerce ou service à la personne	71(29,5)	0	10(7,8)	2(9,5)	0	/
	Retraité	6(2,5)	4(13,3)	2(1,6)	0	0	0
Participation à un GEC, Oui		83(34,0)	12(40,0)	55(43,0)	4(19,0)	3(100)	9(15,2)
Nombre de GEC par personne		1,2±0,5	1,2±0,6	1,2±0,5	1±0	1±0	1,2±0,4
Intégré au marché (%)		219(90,2)	12(40)	128(100)	17(80,9)	3(100)	59(100)
Utilisation des revenus, consommation du ménage + investissement (%)		44(18,3)	13(44,3)	26(20,3)	3(14,3)	3(100)	/

Parenthèse = pourcentage

Les micro-entrepreneurs de cette étude sont majoritairement des femmes sauf pour deux activités : la restauration de rue et l'importation de la pâte de manioc. Près du tiers de ces femmes sont chef de ménages, lesquels sont tout aussi grands que ceux dirigés par des hommes. Concernant l'âge, les agriculteurs sont les plus âgés et les restaurateurs de rue sont les plus jeunes avec environ 14ans de différence moyenne entre les acteurs des deux activités.

Une différence importante a été constatée concernant la nationalité des acteurs selon les activités. La restauration de rue est dominée par des étrangers. En cela elle fait exception car dans les quatre autres activités, les nationaux sont largement majoritaires. Pour ce qui est de savoir lire, là encore les restaurateurs de rue font exception, car un peu plus de 4 personnes sur 10 ne savent pas lire dans cette activité. Pour les autres activités, c'est moins de 2 personnes sur 10. Concernant l'expérience professionnelle, il se dégage deux groupes aux caractéristiques différentes. Celui dont les acteurs sont expérimentés avec plus de 40% d'entre eux qui exercent depuis plus de 15 ans. L'agriculture et la production de bâtons de manioc dominant dans ce groupe. L'autre groupe est dominé par les gérants de moulins à manioc, la collecte et le transport de la pâte de manioc et la restauration de rue. Les acteurs de ces activités sont beaucoup moins expérimentés. En effet, moins de 10% exercent depuis plus de 15 ans. S'agissant de la participation à des GEC, un peu plus du tiers des micro-entrepreneurs participent aux GEC. Parmi eux, figurent les trois importateurs de pâte de manioc. Après eux, viennent les producteurs de bâtons de manioc et les agriculteurs. Les activités de ces micro-entrepreneurs sont très intégrées au marché, les citoyens constituant les clients qu'ils ciblent en priorité.

3.2. Déterminants de la participation aux groupes d'épargne et de crédit

Le tableau 2 présente les déterminants de la participation à un GEC des micro-entrepreneurs de l'agroalimentaire.

Tableau 2. Déterminants de la participation aux GEC des micro-entrepreneurs agroalimentaires (n=241)

Variable	Coefficient	Effets marginaux	Erreur standard	P-value
Intercept	-1,81E+03	1,638E-01	7,06E+02	0,01040*
Sexe, Homme	-2,34E+03	9,622036e-02	7,37E+02	0,00148**
Activité principale				
Gérant de moulin	-7,75E+02	4,605005e-01	8,73E+02	0,37446
Productrices de bâtons de manioc	-1,33E+03	2,633354e-01	6,78E+02	0,04906*
Transporteur collecteur	9,57E+03	1,425067e+04	9,61E+05	0,99206
Restaurateur	-1,21E+03	2,986361e-01	1,16E+03	0,29608
Activité professionnelle hors manioc				
Auto-emploi	3,16E+02	1,372055e+00	6,45E+02	0,62406
Fonctionnaire	3,30E+03	2,709859e+01	1,51E+03	0,02918*
Retraité	2,63E+03	1,386138e+01	1,39E+03	0,05923
Expérience, plus de 15ans	7,489e-01	1,955999e+00	3,413e-01	0,02824*
Chiffre d'affaires mensuel	1,32E-03	1,000001e+00	6,53E-04	0,04294*
Intégré au marché, oui	2,06E+03	7,832135e+00	8,77E+02	0,01887*

Erreur de première espèce : (*) 5% ; (**) 1%

Selon le modèle, il y a un premier groupe de facteurs qui favorisent la participation à des GEC et un second qui limite cette participation. Le premier groupe est composé de la variable chiffre d'affaires mensuel, de l'expérience professionnelle de plus de 15 ans, de l'intégration des activités au marché et le fait de travailler en qualité de fonctionnaire tous en exerçant une activité dans la filière bâtons de manioc. Les modalités homme de la variable sexe, productrice de bâtons de manioc pour la variable activité principale constituent le second groupe. Elles sont associées statistiquement à une moindre participation à des GEC. Ce résultat met en lumière que la participation à des GEC des micro-entrepreneurs agroalimentaires est plus importante lorsque ceux-ci ont des revenus élevés.

3.3. Efforts de cotisation et performances de vente

Le tableau 3 présente la comparaison du chiffre d'affaires mensuel et de l'effort de cotisation des micro-entrepreneurs agroalimentaires membres et non membres des GEC en fonction de quelques variables.

Le chiffre d'affaires moyen des participants aux GEC est de 661 355FCFA contre 292 392 FCFA pour les non participants. Soit un total des ventes mensuelles qui est 2,3 fois supérieur en faveur des membres des GEC. Par rapport à l'activité principale, les transports-collecteurs de pâte de manioc ont le chiffre d'affaires mensuel le plus élevé, tandis que celui des agriculteurs est le plus bas. Cette différence très marquée des chiffres d'affaires moyens mensuel entre les activités occasionne des écart-type élevés pour toutes les variables renseignées en mélangeant plusieurs activités. L'effort de cotisation des membres des GEC est inversement proportionnel au chiffre d'affaires mensuel des micro-entreprises. Parmi ces micro-entrepreneurs, ceux qui parviennent à fidéliser des gros clients ont des chiffres d'affaires plus élevés que les autres. Cette différence n'est cependant pas significative statistiquement. En revanche, leur effort de cotisation moyen est très significativement inférieur. Concernant le sexe, les hommes sont à la tête de micro-entreprises qui parviennent à des chiffres d'affaires significativement plus élevés que celles des femmes. De même, dans les GEC, ils cotisent des sommes plus élevées que les femmes. En revanche, l'effort de cotisation est le même pour les deux sexes. Mais, pour les femmes chefs de ménage et qui participent à des GEC, l'effort de cotisation est supérieur à celui des autres femmes et des hommes. Enfin concernant l'expérience professionnelle, les personnes qui exercent depuis moins de 15ans réalisent des chiffres d'affaires significativement plus élevés que celles travaillent depuis plus de 15ans.

Tableau 3. Comparaison du chiffre d'affaires mensuel et de l'effort de cotisation des micro-entrepreneurs agroalimentaires membres et non membres des GEC en fonction de quelques variables

Variable	Modalité	Non membre de GEC CA mensuel (FCFA)	Membre d'un GEC		Effort de cotisation
			CA mensuel (FCFA)	Montant mensuel cotisé (FCFA)	
	Tous	292 392±333 014	661 355±1 960 555	36 771±46 071	0,17±0,17
Activité principale	Agriculteur	40 240±52 943	87 750±38 010	30 416±26 151	0,32±0,16**
	Productrices de bâtons de manioc	257 545±250 784*	358 718±273 540	28 418±25 499	0,12±0,13
	Gérant de moulin	62 552±42 993	116 250±29 011	26 250±17 017	0,22±0,25
	Importateur de pâte de manioc	/	9 500 000±5 678 908**	200 000±132 287**	0,02±0,0
	Restaurateur	658 720±390 867**	606 667±461 409*	46 555±35 345	0,11±0,08
	P-value	4,536e-15	2,2e-16	7,051e-11	1,523e-07
Vente à des Gros clients	Oui	403 846±427 709	1 747 336±3 621 068	58 090±77 448	0,08±0,09
	Non	280 801±321 533	269 690±280 850	29 081±23 968	0,2±0,18**
	P-value	0,3312	0,06956	0,09785	0,0002101
Intégré au marché	Oui	331 017±340 193	690 191±2 018 565**	37 525±47 265	0,16±0,17
	Non	34 892±53 415	91 833±47 517	30 000±16 329	0,31±0,17
	P-value	4,515e-15	0,009753	0,4923	0,1455
Sexe	Homme	493 215±473 069**	3 353 111±5 650 534	100 000±105 000	0,18±0,18
	Femme	210 042±237 497	333 979±317 294	29 081±24 974	0,17±0,17
	P-value	0,0003281	0,1332	0,07766	0,836
Chef ménage, Femme		185 803±102 545	291 808±304 101	26 360±21 291	0,2±0,19
Utilisation des revenus	Consommation du ménage uniquement	178 165±178 620	302 631±286 580	26 693±17 343	0,18±0,17
	Consommation du ménage + Investissements	229 206±379 266	1 316 815±3 537 585	53 125±77 232	0,19±0,19
	P-value	0,5634	0,1739	0,1106	0,8166
Expérience professionnelle	Moins de 15ans	322 134±370 221*	976 009±2 653 104	39 977±57 441	0,15±0,18
	Plus de 15ans	208 122±169 345	306 361±292 147	33 153±28 659	0,19±0,17
	P-value	0,01506	0,1034	0,4888	0,2398

CA : chiffre d'affaires ; (*) 5%, (**) 1% Erreur de première espèce

Le tableau 3 montre les inégalités entre tous les membres des GEC et à l'intérieur des groupes dont les sources d'hétérogénéités ont été progressivement réduites.

Tableau 4. Coefficients de Gini des chiffres d'affaires, des montants cotisés par mois et de l'effort de cotisation dans les GEC. De tous les membres, ceux exerçant la même activité et les membre d'une même activité dans le même département

Groupe	Effectif	Chiffre d'affaires mensuel	Montant cotisé dans GEC	Effort de cotisation
Tous les membres des GEC	83	0,697	0,481	0,483
Toutes les Productrices de Chikwangue	55	0,400	0,370	0,492
Productrices de chikwangue de la Passa	20	0,392	0,370	0,432

Il y a de grandes inégalités de revenus entre les entrepreneurs enquêtés dues aux différences entre leurs activités. Ces inégalités se réduisent fortement s'agissant des montants cotisés mensuellement dans les GEC et l'effort de cotisation de chacun. Dans une même activité faite dans 4 départements différents, les inégalités baissent par rapport à la situation précédente. En revanche, les inégalités sont plus fortes concernant les variables liées à la participation aux GEC que celle sur le total des ventes mensuelles. Avec les acteurs d'une même activité économique travaillent dans le même département. Par rapport à la situation précédente, les inégalités baissent. Mais une fois de plus, entre ces acteurs-eux même là, les inégalités augmentent concernant les montants qu'ils cotisent dans les GEC et leurs efforts de cotisation. Ces résultats confirment que le revenus seul n'explique pas l'effort de cotisation. Car, entre le groupe le moins homogène et celui le plus homogène, les inégalités sur le chiffre d'affaires mensuel baissent de 43,8%, baisse est seulement de 10,5% concernant l'effort de cotisation.

4. Discussion

4.1. Des micro-entrepreneurs émanant de la réalité urbaine du Gabon

Le profil des micro-entrepreneurs émerge de cette étude est conforme aux réalités de la vie urbaine au Gabon. En effet, les quartiers pauvres des cités de ce pays sont habités par des populations aux origines diverses impliquées dans de multiples activités de subsistances. Les femmes sont très représentées dans les activités agroalimentaires. En cela, cette étude rejoint plusieurs travaux menés en Afrique subsaharienne qui ont montré l'omniprésence des femmes dans le secteur agroalimentaire (Fall & Jacquemot, 2023; Gueye et al., 2023; Scheiterle & Birner, 2023). Une particularité néanmoins, le Gabon a une économie de rente, cela qui explique la présence importante de jeunes hommes étrangers dans la restauration de rue dont 40% sont illettrés. Grâce à ses grandes richesses en pétrole, en gaz et en minerais, auquel s'ajoute une faible population soit 2,3 millions en 2023. Ce pays attire une main d'œuvre étrangère qui provient souvent des pays d'Afrique de l'Ouest notamment le Burkina Faso, le Niger, la Guinée Conakry. Certains viennent des pays voisins notamment du Cameroun ou Congo Brazzaville. Cette situation est commune à plusieurs pays riches en ressources naturelles. Le coût élevé du travail et une faible volonté à d'exercer les travaux manuels peu rémunérés par les nationaux sont certaines des explications (AKNIN, 2021; Blanton & Peksen, 2023). La faible expérience des micro-entrepreneurs, excepté les agriculteurs et des producteurs de bâtons de manioc, s'explique par l'accroissement de la population et la pauvreté urbaine. Avec près de 90% de population urbaine, le Gabon est l'un des pays les plus urbanisés en Afrique (Belhaj et al., 2020; General Census of the Population of Habitat and Housing (GCPHH), 2015). Ce phénomène entraîne des changements dans les habitudes alimentaires en plus de modifier structurellement l'offre et la demande alimentaires des pays concernés (Adeosun et al., 2022). Le fait que seulement un tiers des micro-entrepreneurs participe aux GEC s'explique principalement par des faibles revenus tirés des activités. Ainsi, seuls ceux qui obtiennent des revenus supérieurs à leurs dépenses de consommations immédiats participent à des GEC. Au Cameroun, Meli et al., (2023) sont parvenus au même

résultat, en montrant que le revenu est l'un des principaux facteurs de discrimination de l'accès à la finance formelle et informelle. Les micro-entrepreneurs qui participent à des GEC cotisent quasiment tous dans un seul groupe. La nécessité d'une proximité entre les membres d'un GEC permet en effet d'augmenter la confiance et de réduire le risque de défaut de chacun par la pression sociale (Bonan et al., 2019).

4.2. Revenus élevés, moteur de la participation aux groupes d'épargne et de crédit

D'après le modèle utilisé, les variables permette d'obtenir un revenu plus élevé sont celles qui favorisent la participation à des GEC. Ce résultat s'explique par la primauté accordée à la consommation quotidienne pour ces micro-entrepreneurs et leurs ménages. Seuls ceux dont les revenus dépassent les besoins de consommation immédiats intègrent des GEC. Ainsi, les plus expérimentés et bien intégrés au marché ont tissé un réseau de clients et obtiennent grâce à cela un chiffre d'affaires plus élevé leur permettant de participer à un GEC. C'est la même chose pour les rares micro-entrepreneurs qui sont en parallèle des agents de l'Etat. Ce résultat est similaire à ceux de Bukuwa, (2022) en Ouganda, Falola et al., (2022) au Nigeria et Meli et al., (2023) au Cameroun qui ont montré que le revenu, l'âge, le niveau d'éducation et l'exercice d'une activité en dehors de celle sur laquelle repose le GEC sont des facteurs qui favorisent l'inclusion dans la finance informelle. En revanche, les travaux de Ademola et al., (2020), ont classé le niveau de revenu comme un facteur qui réduit la participation aux GEC. Cette différence s'explique par le fait que des hauts revenus, même tirés des activités du secteur informel ont un accès à la finance formelle lorsqu'elle est accessible. Mais, en l'absence des structures de la finance formelle, certains acteurs avec des revenus relativement importants ne parviennent pas à épargner ou et à lever autant de fonds qu'ils le souhaiteraient dans les GEC (Coulibaly & Sirpe, 2023).

Le modèle a montré que l'activité de production des bâtons de manioc et le fait d'être un homme réduisent la participation aux GEC parmi les micro-entrepreneurs interrogés. Comme explication, les acteurs de bâtons de chikwangue représentent 53% de toutes les personnes

enquêtées. Ce n'est pas par hasard. Car, cette activité est la plus répandue et la plus accessible dans la zone d'étude. Ces femmes transforment la pâte de manioc en la présentation du manioc la plus consommée au Gabon, c'est-à-dire en bâtons de chikwangue. Avec une très large part d'être elles qui produisent le bâton de chikwangue dit Téké. Elles utilisent soit le manioc issu de leur champ ou achètent la pâte prête à la transformation en grande partie importée du Congo Brazzaville. Du fait de cette forte concurrence, cette activité pourrait offrir les marges brutes moins élevées que les autres. Cela expliquerait que cette modalité réduise la participation aux GEC. Par ailleurs, 86% des acteurs de cette activité n'exercent aucune autre activité rémunérée en dehors du secteur agroalimentaire. Les hommes sont moins présents dans la finance informelle, car ils ont davantage accès à la finance formelle. Notamment parce qu'ils ont des revenus plus élevés. Ce résultat est similaire à plusieurs autres études. Selon Ndoya & Tsala (2021) pour qui les hommes ont un meilleur accès à la finance formelle du fait de revenus plus élevés et d'un niveau d'éducation supérieur à celui des femmes. Les femmes sont nombreuses dans les GEC pour acquérir des biens durables, assurer la scolarité des enfants, contribuer aux revenus dans leur ménage (Abaho et al., 2022; Gueye et al., 2023; Meli et al., 2023; Zambrano et al., 2023).

4.3. Un système financier endogène, utile mais limité

Le fait que les micro-entrepreneurs membres des GEC réalisent des chiffres d'affaires supérieurs aux non-membres, indépendamment de l'activité s'explique par un double effet positif réciproque. En effet, le fait d'être membre d'un GEC permet de mobiliser des fonds dont une partie est réinvestie dans l'activité source de revenus. De même, l'obligation de rembourser à échéance le crédit contracté et la pression sociale associée à un défaut dans une telle structure poussent les membres à plus d'efforts dans leurs activités. Ce double effet positif a pour conséquence d'améliorer significativement les performances commerciales des micro-entreprises dont les propriétaires sont membres des GEC. Ce résultat est en accord avec plusieurs études. Ainsi, Ali & Abdulai (2022), Karlan et al. (2017) et Kehinde & Ogundeji (2023) sont parvenus au même résultat, dans des contextes et des pays différents. Une étude

est allée plus loin en montrant que, les GEC renforcent les micro-entreprises et lissent les sources de revenus dans le temps des ménages qui en sont membres (Abraham, 2018). Le fait que micro-entreprises tenues par les hommes réalisent des chiffres d'affaires mensuels plus importants que ceux des femmes est lui aussi répandu dans la littérature scientifique sur les pays en développement et des populations défavorisées. Cela tient à des inégalités à la fois sociales, culturelles, économiques, historiques et législatives qui ont réduisent les opportunités des femmes (Donkor et al., 2022; Gueye et al., 2023; Scheiterle & Birner, 2023). L'explication du fait que l'effort de cotisation diminue lorsque le chiffre d'affaires mensuel augmente révèle les limites des GEC. En effet, les GEC ici décrites fonctionnent avec un montant que chacun des membres doit verser dans le pot commun à échéance régulière. Ce montant qui peut augmenter ou diminuer en fonction de la personne dont c'est le tour, est néanmoins prédéterminé. Dans les faits, selon la volonté de chacun et la confiance qu'ils ont entre eux, chaque membre du GEC s'accorde avec un autre sur le montant qu'il vont s'échanger via le pot commun. Cette façon faire explique l'homogénéité relative des membres d'un même GEC souvent liés par une activité économique commune. Le problème est que, certains micro-entrepreneurs connaissent des embellies dans leurs affaires, sans que cela ne se traduise par une somme cotisée plus importante. Par ailleurs, le nombre relativement élevé des membres dans GEC qui dépasse souvent 10 personnes, a une incidence sur les sommes versées. Un grand nombre de personnes dans un GEC indique une durée d'attente plus longues et une variabilité des situations financières. Il y a là deux sources de risques qui inciteraient certains membres à limiter les sommes cotisées. Ainsi, López-Sánchez et al., (2022) ont montré que le défaut de remboursement est courant dans la finance informelle. Les déterminants de ce défaut étant : le montant du crédit, le sexe masculin, le nombre de membres dans un groupe, l'âge et le nombre de GEC par individu. Okezie et al., (2021) quant à eux ont travaillé sur les facteurs favorisant le remboursement de l'emprunt aussi bien dans la finance formelle et les tontines. Ils ont trouvé que les facteurs les plus importants sont la confiance, la possession d'actifs corporels, le taux d'intérêt et la durée du crédit. Ces deux études sont en accord avec les explications données en ce qui concerne la modestie des

sommes cotisées par certains micro-entrepreneurs qui a été constatée dans le présent travail. En afin, analyse des inégalités parmi les membres des GEC permet de constater que. La nécessité d'acquérir des bien de positions ou durable est à l'origine des inégalités sur les sommes cotisées et de l'effort de cotisation.

5. Conclusion et recommandations

L'objectif de la présente étude a été de trouver les déterminants de la participation aux GEC des micro-entrepreneurs de la filière bâtons de chikwangue et de la restauration de rue. Elle a été menée dans la province du Haut Ogooué au Sud-est du Gabon auprès de 241 micro-entrepreneurs agroalimentaires. Lesquels ont été interrogés en face à face avec des questionnaire semi-structurés. Les variables sociodémographiques et économiques dont la participation à des GEC, le chiffre d'affaires mensuel tiré de l'activité principale exercée, le montant cotisé, le nombre de membres dans les GEC ont été renseignées. En plus de la statistique descriptive, une régression logistique dont la variable dépendante (y =participation à GEC avec Non=0 et Oui=1) a été faite. L'évaluation de l'effet de la participation aux GEC sur les performances de commercialisation des micro-entreprises étudiées et la comparaison l'effort de cotisation ont été réalisées grâce au test de Student. Enfin, les inégalités ont été déterminées en calculant les indice de Gini. En guise de résultats, les micro-entrepreneurs sont majoritairement des femmes gabonaises sauf dans la restauration de rue et l'importation de la pâte de manioc. Ces activités sont intégrées aux marchés urbains et près d'un ménage sur 5 est dirigé par une femme. Concernant la participation aux GEC, 34% des enquêtés en sont membre. Chacun est membre de 1,2 GEC. Pour les déterminants de la participation, les variables qui favorisent sont une expérience professionnelle de plus de 15 ans, l'intégration de l'activité au marché et un chiffre d'affaires mensuel élevé. Les variables qui la réduisent sont le fait d'être de sexe masculin et d'exercer l'activité de production de bâtons de chikwangue. L'effet de la participation aux GEC est très positif sur les performances de commercialisation des micro-entreprise étudiées. Les chiffres d'affaires mensuels des membres des GEC sont significativement supérieurs à ceux des micro-entrepreneurs qui ne

participent pas aux GEC. En revanche, les risques de défauts réduisent les montants cotisés par les micro-entrepreneurs les plus performants. Et la volonté d'acquérir les biens durables augmente les inégalités de l'effort de cotisation. A la suite de ce travail, les recommandations sont formulées à l'adresse des institutions de lutte contre la pauvreté et aux chercheurs. Aux institutions : (i) Encourager les acteurs de la finance formelle à s'inspirer du fonctionnement de GEC afin d'accroître l'inclusion financière dans le secteur agroalimentaire et favoriser une meilleure valorisation du potentiel de croissance des micro-entreprises les plus performante. (ii) L'expérimenter des mécanismes de mobilisation et de collecte de l'épargne présent dans les GEC par les sociétés de financières et d'assurance du secteur formel. Aux chercheurs : (ii) identifier et réduire les sources de risque de défaut dans les GEC. Ce qui permettra d'accroître l'effort de cotisation des membres les plus riches. (ii) Reprendre cette étude sur un échantillon plus large de membre de GEC et dans d'autres pays afin de mieux cerner les déterminants de l'effort de cotisation. Dans la méthodologie, s'assurer de bien mesurer et distinguer le revenu professionnel sur lequel est adossé le GEC et le revenu total de l'individu.

References

- Abaho, E., Mindra, R., Agasha, E., & Balunywa, A. (2022). Alternative business finance: Insights from selected informal savings groups in Uganda. *African Journal of Economic and Management Studies*, 13(2), 268-283. <https://doi.org/10.1108/AJEMS-11-2021-0490>
- Abraham, T. W. (2018). Estimating the effects of financial access on poor farmers in rural northern Nigeria. *Financial Innovation*, 4(1), 25. <https://doi.org/10.1186/s40854-018-0112-2>
- Ademola, A. O., Ben-Caleb, E., Eluyela, F. D., Falaye, A. J., & Ajayi, S. A. (2020). Rotating and savings credit association (Roscas): A veritable tool for enhancing the performance of micro and small enterprises in Nigeria. *Asian Economic and Financial Review*, 10(2), Article 2. <https://doi.org/10.18488/journal.aefr.2020.102.189.199>

- Adeosun, K. P., Greene, M., & Oosterveer, P. (2022). Informal ready-to-eat food vending: A social practice perspective on urban food provisioning in Nigeria. *Food Security*, 14(3), 763-780. <https://doi.org/10.1007/s12571-022-01257-0>
- AKNIN, A. (2021). In *La «malédiction des ressources» dans les pays miniers en développement: Vol. L'économie des ressources minérales et le défi de la soutenabilité 1* (Encyclopédie Sciences, p. 197-218). ISTE Ltd. <https://books.google.com>
- Ali, W., & Abdulai, A. (2022). *The impact of informal risk mitigation measures on input use and welfare: Evidence from rotating savings and credit associations (ROSCAS) in Ghana* [PhD Thesis, University of Kiel, Germany]. <https://d-nb.info/1276685009/34#page=142>
- Belhaj, N. H. B., De Boissésou, P., & Nakamura, S. (2020). *Gabon Rapport sur L'Evaluation de la Pauvreté* (AUS0001412; POVERTY AND EQUITY GLOBAL PRACTICE, p. 145). Banque mondiale. www.worldbank.org
- Blanton, R. G., & Peksen, D. (2023). Natural resource wealth and the informal economy. *International Political Science Review*, 44(3), 418-433. <https://doi.org/10.1177/0192512121991973>
- Bonan, J., LeMay-Boucher, P., McNabb, K., & Tomavo, C. C. (2019). Time preferences and commitment devices: Evidence from ROSCAs and funeral groups in Benin. *Oxford Development Studies*, 47(3), 356-372. <https://doi.org/10.1080/13600818.2019.1588958>
- Bukuwa, N. E. (2022). *The determinants of participation in savings groups and the impact on input investment among smallholder farmers in Sironko district, Uganda*. <https://doi.org/10.25403/UPresearchdata.21710243>
- Coulibaly, M., & Sirpe, G. (2023). Financial dualism: An analysis of the effects of informal finance on formal finance in West African Economic and Monetary Union (WAEMU) countries. *African Development Review*, 35(3), 282-294. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12712>
- Donkor, E., Onakuse, S., Bogue, J., & de los Rios Carmenado, I. (2022). Income inequality and distribution patterns in the cassava value chain in the Oyo State, Nigeria: A gender

- perspective. *British Food Journal*, 124(13), 254-273. <https://doi.org/10.1108/BFJ-06-2021-0663>
- Fall, M., & Jacquemot, P. (2023). L'autonomisation des femmes, une réponse à l'insécurité alimentaire en Afrique ? *Afrique contemporaine*, 275(1), 9-38. <https://doi.org/10.3917/afco1.275.0009>
- Falola, A., Mukaila, R., & Abdulhamid, K. O. (2022). Informal finance: Its drivers and contributions to farm investment among rural farmers in Northcentral Nigeria. *Agricultural Finance Review*, 82(5), 942-959. <https://doi.org/10.1108/AFR-08-2021-0116>
- General Census of the Population of Habitat and Housing (GCPHH). (2015). *Résultats globaux du Recensement Général de la Population et du Logement de 2013 du Gabon*. Direction Générale de la Statistique (DGS) Libreville. <https://gabon.unpfp/>
- Gueye, A., Thiaw, D., & Niang, A. (2023). La commercialisation des légumes et les stratégies résilientes des femmes cheffes de ménages dans la zone du lac Tanma durant la pandémie de Covid-19 (Sénégal). *Afrique contemporaine*, 275(1), 89-100. <https://doi.org/10.3917/afco1.275.0089>
- Karlan, D., Savonitto, B., Thuysbaert, B., & Udry, C. (2017). Impact of savings groups on the lives of the poor. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 114(12), 3079-3084. <https://doi.org/10.1073/pnas.1611520114>
- Kehinde, A. D., & Ogundeji, A. A. (2023). Distributive impacts of non-farm income on output and farm income of cassava farmers in Southwestern Nigeria. *Scientific African*, 19, e01535. <https://doi.org/10.1016/j.sciaf.2022.e01535>
- López-Feldman, A. (2006). Decomposing Inequality and Obtaining Marginal Effects. *The Stata Journal: Promoting Communications on Statistics and Stata*, 6(1), 106-111. <https://doi.org/10.1177/1536867X0600600107>
- López-Sánchez, P., Urquía-Grande, E., Del Campo, C., & Cancer, A. L. (2022). Delving into the Determinants of Default Risk in Savings Groups: Empirical Evidence from Ecuador.

- The European Journal of Development Research*, 34(6), 2625-2650.
<https://doi.org/10.1057/s41287-021-00480-3>
- Meli, S. D., Kamga, B. F., & Ekoula, H. M. A. (2023). Gender and Financial Inclusion in Cameroon: An Analysis of Gender Gaps in Access to Formal and Informal Financial Services. *African Finance Journal*, 25(1), 85-101. https://doi.org/10.10520/ejc-finj_v25_n1_a5
- Ndoya, H. H., & Tsala, C. O. (2021). What drive gender gap in financial inclusion? Evidence from Cameroon. *African Development Review*, 33(4), 674-687.
<https://doi.org/10.1111/1467-8268.12608>
- Okezie, C. R., Kanu, I. M., & Iwu, C. C. (2021). Social Capital and Loan Repayment Capacity of Agripreneurial Groups in Abia State, Nigeria. *BİLTÜRK Journal of Economics and Related Studies*, 3(3), Article 3. <https://doi.org/10.47103/bilturk.941862>
- Ryu, E. J., & Suzuki, A. (2021). ROSCAS as Insurance: Comparing Formal and Informal Methods of Saving among the Unskilled Workers in the Ethiopian Cut-Flower Industry. *The Developing Economies*, 59(3), 243-274. <https://doi.org/10.1111/deve.12266>
- Scheiterle, L., & Birner, R. (2023). The myth of the market queens: A case study of women and power in Ghanaian markets. *Global Food Security*, 38, 100703.
<https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100703>
- Shoaib, A., & Siddiqui, M. A. (2020). Why do people participate in ROSCA saving schemes? Findings from a qualitative empirical study. *DECISION*, 47(2), 177-189.
<https://doi.org/10.1007/s40622-020-00244-8>
- Zambrano, A. F., Giraldo, L. F., Perdomo, M. T., Hernández, I. D., & Godoy, J. M. (2023). Rotating savings and credit associations: A scoping review. *World Development Sustainability*, 3, 100081. <https://doi.org/10.1016/j.wds.2023.100081>